L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. Weiss & Co. Rue de Chartres No 74, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 14 JANVIER 1862.

G. P. WEISS, F. LISBET. H. DUFOUR, G. HARRY. EDITEURS-PROPRIETAIRES.

MARDI MATIN, 14 JANVIER.

Les personnes de l'Abeille sont suppliées à recevoir leur abonnement "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On s'abonne aux bureaux.

Vente à l'encan de ce jour.

Par B. Sarpy, 66 et 67, Vieille-Levée—Robes, robes, jupes, chemises, mouchoirs, chaussures, etc.
Par E. Pierson, 67, Magazine—Fournitures, quincaillerie, etc.
Par E. Pierson, id. Bœuf Wey Hines, marchand de Canal—Epicerie.
Par E. Pierson, en magasin de E. Pierson, 67 et 69, Magazine—Epicerie, etc.
Par Wm. Lamb, à 10 heures et demie, sous le Vieille-Levée, à 10 heures, à son magasin d'encan, Nos 28 et 30, Magazine—Epicerie, etc.
Par Wm. Lamb, à 10 heures et demie, au magasin d'encan de Wm. Lamb, Nos 28 et 30, Magazine—Epicerie, etc.

Les Banques de l'Etat.

A l'époque de la sécession de la Louisiane, il y avait près de deux millions dans le trésor, ou, indépendamment de cette somme, il a fallu, pour faire face aux dépenses militaires, contracter un emprunt avec les banques de la Nouvelle-Orléans. Ces différentes ressources mettent l'Etat en présence de nouvelles responsabilités avec un revenu réduit, et on a revoqué malheureux lui faut défaut par suite du non paiement qui incombe à l'Etat vidés de cet ordre, en outre, qu'il procédera à un change le paiement de la contribution de guerre ordonnée par les Etats Confédérés. Pour payer cette contribution, même l'argent, pourvoir aux dépenses ordinaires et aux dépenses extraordinaires, que continuera à nécessiter la guerre, on sait qu'il n'est pas question de diminuer les impôts, et, en ajoutant 7½ millions pour les éventualités imprévues, on arrive au chiffre rond de six millions qu'il faut que l'Etat se paye.

On sait, déjà, que les banques ont promis de prêter un quart seulement de l'Etat, une somme de deux millions et demi, et,